

Octobre 2004 • n° 339

L'URUGUAY :

pour le bœuf, c'est l'Amérique !

Etude réalisée
dans le cadre d'un contrat avec l'Ofival

L'URUGUAY, POUR LE BŒUF, C'EST L'AMÉRIQUE !

L'Uruguay est le plus petit des pays membres du Mercosur, mais ce n'est pas le moindre fournisseur de viandes bovines sur le marché mondial. Bien sûr, avec ses 12 millions de bovins, il n'est pas question pour lui de rivaliser avec le Brésil (180 millions de bovins), ni même avec l'Argentine (53 millions de bovins). Néanmoins, la demande interne étant beaucoup plus faible que chez ses voisins, la production de viandes y est beaucoup plus orientée vers l'exportation : près des $\frac{3}{4}$ actuellement.

L'ambiance de la filière viande uruguayenne est à l'euphorie depuis mai 2003 et la reprise des exportations vers les USA, après la crise provoquée par l'épizootie de fièvre aphteuse en 2001. Les prix sont en pleine effervescence, supérieurs à 1,75 US\$/kg de carcasse pour les bœufs en septembre 2004, en progression de 66% en 2 ans. Ce niveau de prix est beaucoup plus élevé qu'en Argentine (autour de 1,3 US\$/kg de carcasse pour des animaux comparables) et même qu'au Brésil, qui ni l'un ni l'autre n'ont accès aux marchés d'Amérique du Nord pour les viandes crues.

Cette flambée des prix est simultanée avec une production record, qui devrait friser le demi-million de téc en 2004. Elle permet de nourrir des exportations en très forte croissance, surtout vers les USA et les marchés voisins (Canada, Porto Rico).

Les exportations vers les USA et le Canada s'effectuent principalement en congelé. Celles-ci approcheront sans doute les 250 000 téc en 2004. Il ne s'agit pas seulement de viandes destinées à la fabrication de hamburgers (environ 1/3 d'affranchis et 1/3 d'avants), mais aussi de découpes de globes (environ 1/3). Les autres destinations de bœuf congelé n'ont pas résisté à ce tropisme nord-américain : l'Algérie comme la Russie et l'Égypte se sont tournés vers le Brésil et, à un degré moindre, vers l'Argentine. Seul Israël continue à être servi.

Par contraste, les exportations de bœuf réfrigéré n'augmentent que modérément. USA et Canada sont aussi les destinations en expansion, mais avec des volumes qui ne dépassent pas 16 000 téc en 2004. Elles sont un peu moindres vers l'Union Européenne, dont les 2/3 sous contingent Hilton et 1/3 à droit plein malgré l'augmentation récente des prix. Elles régressent fortement vers l'Argentine, le Chili ou le Brésil.

La stratégie de garantie sanitaire de la filière toute entière, épaulée par le Gouvernement, a donc été payante pour la réouverture des marchés nord-américains. Néanmoins, paradoxalement, cette ruée vers les USA pourrait nuire à la stratégie à long terme qui est plutôt de viser des niches de marchés à haute valeur ajoutée (bœuf biologique, bœuf " Hereford "...) vers un panel de destinations aussi diversifiées que possible.

A l'échelle du Mercosur, l'Uruguay est un petit pays. C'est le plus petit des 4 membres actuels. Avec 176 000 km², il couvre tout de même le tiers de la superficie de la France, mais il n'héberge que 3,4 millions d'habitants, soit une densité de population inférieure à 20 personnes au km², comparable à celle du Brésil. Mais, à la différence du Brésil, il n'existe

aucune zone quasi-désertique en Uruguay, même si la population rurale y est extrêmement disséminée. Moins de 300 000 habitants vivent en zones rurales, et, dans la plupart des départements hors du littoral sud et de la vallée du fleuve Uruguay, la densité de population n'excède pas 6 habitants au km².

83% DES TERRES EN PATURAGE

Sur le plan agro-climatique, l'Uruguay est toute entière située dans la Pampa, et forme une continuité entre l'Argentine et l'état brésilien le plus méridional, le Rio Grande do Sul. C'est ainsi que les pâturages couvrent 83% du territoire, les bois étant très restreints et les terres cultivées ne dépassant pas 7% de la superficie : l'Uruguay est avant tout un pays d'élevage de ruminants.

Le climat est très tempéré, sans saison sèche marquée. La pluviométrie s'étage entre 1 000 et 1 300 mm et augmente selon un gradient sud-nord. Les pluies sont plus intenses en fin d'été et en automne, mais plus incertaines au cœur de l'été austral : il existe ainsi des années plus ou moins favorables à la pousse de l'herbe. Les températures moyennes vont de 13°C en hiver à 25°C en été dans le nord du pays. Le Sud compte environ 2 degrés de moins.

Au sein de cette apparente homogénéité, les Uruguayens distinguent plusieurs régions naturelles, d'après la nature des sols, le relief, le climat...

L'élevage de ruminants est presque partout dominant dans le pays. La seule exception est la région sud qui borde le gigantesque estuaire du Rio de la

Plata, autour de la capitale Montevideo, qui est le fief de la production laitière et des cultures de fruits et légumes.

Cette zone très fertile, aux sols alluviaux profonds, se poursuit à l'Ouest le long de la vallée de l'Uruguay qui marque la frontière avec l'Argentine. L'agriculture de la vallée est davantage consacrée aux cultures, qui représentent jusqu'à 10% de la surface, notamment en riz irrigué¹. Les pâtures restent donc très majoritaires, mais elles sont pour 1/3 environ intensifiées : ressemées régulièrement, fertilisées... C'est la zone la plus favorable pour l'engraissement des bœufs. Dans cette zone, la production annuelle atteint facilement 350 kg vif par ha sur les prairies temporaires en rotation avec le riz.

L'autre zone de finition est à l'opposé, dans les plaines orientales très humides qui bordent l'océan Atlantique. Là encore, les meilleurs sols sont utilisés pour la culture de riz, en rotation avec des prairies cultivées (semis aérien de ray-gras et de trèfle) tandis que les terres peu cultivables sont en prairies permanentes. Le chargement est autour d'1 UGB/ha, pour une production annuelle d'environ 250 kg vif/ha.

¹Ces chiffres proviennent notamment du rapport "Country pasture/Forage resource profile" consacré à l'Uruguay, rédigé par **Elbio J. Berretta** et publié en septembre 2003 sur le site web de la FAO.

Ils proviennent également de l'entretien avec **Daniel De Mattos**, actuel gérant de "Carne Hereford de Uruguay" et ex-chef des programmes bovins viandes de l'INIA (Institut National de Recherche Agronomique).

Les autres zones sont avant tout des zones de naissance, où le cycle complet jusqu'à l'engraissement est seulement possible quand des parcelles de terres plus favorables peuvent être cultivées et permettre de renouveler régulièrement les pâtures.

La zone la plus caractéristique de l'élevage naisseur est la zone basaltique, qui couvre presque le quart nord-ouest du pays, hors vallée du fleuve Uruguay. Les sols sont squelettiques, les prairies permanentes couvrent 93% de la zone, les prairies améliorées n'en représentant que 4%. Bovins et ovins pour la laine sont systématiquement associés, dans une proportion de 2,4 ovins par bovin en 2001². C'est la zone la moins peuplée de tout le pays, très éloignée des centres de décision, celle où les exploitations sont les plus grandes et les plus extensives.

Une autre zone de naissance, plus fertile, la prolonge à l'Est : c'est la zone cristalline. Les prairies cultivées représentent 15 à 22% du territoire. Là, comme dans les plaines rizicoles de l'Ouest, on compte environ 1 ovin par bovin.

Enfin, les "sierras" (qui ne dépassent pas 500 m d'altitude) et qui s'étendent parallèlement à la côte orientale 150 km à l'intérieur présentent des conditions très hétérogènes.

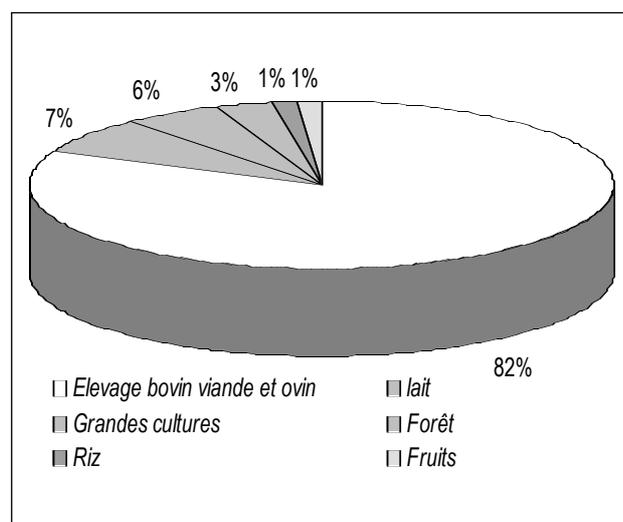
Sur l'ensemble du pays, l'élevage bovin et ovin pour la viande monopolise 87% du territoire d'après le dernier recensement agricole de 2000.

Les bovins progressent aux dépens des ovins

L'association des 2 espèces de ruminants est intéressante selon les experts uruguayens pour une meilleure valorisation des pâturages naturels, les ovins broutant notamment les refus des bovins.

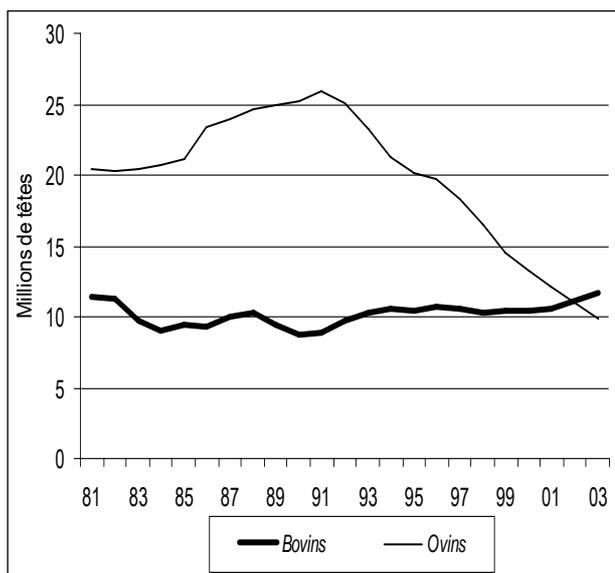
Depuis 1991, le cheptel ovin régresse largement au profit du cheptel bovin. De 26 millions de têtes alors, le premier est tombé en 2003 à moins de 10 millions de têtes, tandis que le cheptel bovin progressait de 8,7 à 11,7 millions de têtes dans le même temps, retrouvant pratiquement son niveau du début des années 1980.

● La répartition des terres agricoles en Uruguay



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

● Evolution des cheptels uruguayens (enquête de juin)



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

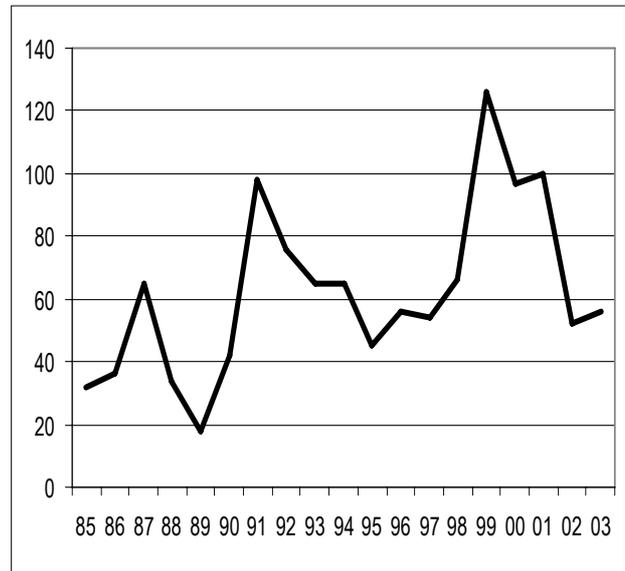
² "Encuesta ganadera 2001", DI.CO.SE (Service du Ministère de l'agriculture), Montevideo, 2003.

Ce croisement de courbes s'explique principalement par l'évolution divergente des cours de la viande bovine et de la laine. En effet, l'essentiel du troupeau ovin est à vocation lainière : la composition raciale³ est de 60% de Corriedale, 18% de Mérinos... La viande ovine est surtout un sous-produit de cette production de laine.

La très nette remontée du prix international de la laine à partir de 2001, après la purge du marché durant la décennie 1990, n'a pas suffi à inciter les éleveurs uruguayens à recapitaliser en ovins. Il est vrai que cette remontée a été beaucoup plus sensible sur les laines très fine (type Merinos) que sur les laines moins fines de Corriedale. Et la flambée qu'on connaît actuellement sur les cours du bœuf ne devrait pas changer les options prises par les éleveurs uruguayens, alors que le marché international de la laine fléchit plutôt depuis le début 2004.

La question est posée : jusqu'où aller dans la diminution du cheptel ovin ? Va-t-on vers un modèle de la Pampa argentine où le cheptel ovin est beaucoup plus marginal et essentiellement destiné à l'auto-consommation par les ouvriers agricoles ?

● Rapport prix du brouillard / laine de Corriedale



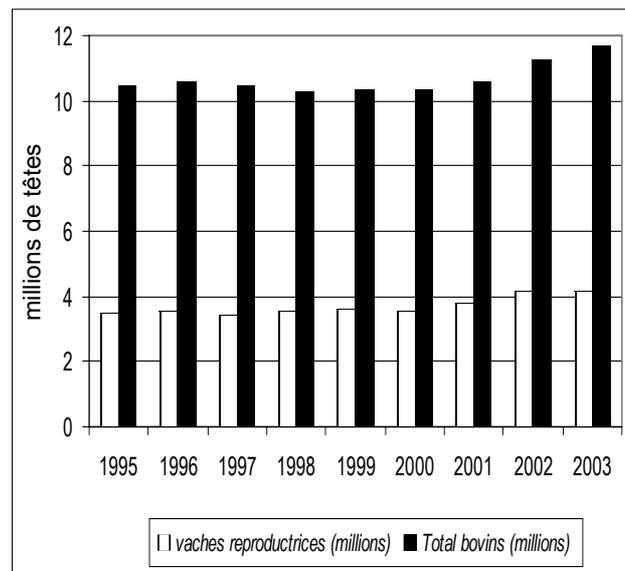
Source : GEB d'après OPYPA-Ministère de l'agriculture uruguayen

UN CHEPTTEL BOVIN TRÈS HOMOGÈNE

Le cheptel bovin uruguayen est essentiellement allaitant. Si le cheptel laitier est plutôt en légère augmentation depuis 15 ans, il ne dépasse pas 430 000 vaches en 2003, soit environ 10% d'un total approchant les 4,2 millions de vaches. Ce cheptel laitier est majoritairement holsteinisé, avec une conduite très extensive (rendements autour de 3 000 litres/lactation), mais les croisements sont fréquents pour obtenir des animaux aptes à être engraisés.

L'évolution comparée du cheptel total et des vaches fait apparaître récemment une légère augmentation de la proportion de mères reproductrices (36 à 37% du cheptel total), ce qui indique une capitalisation qui s'est poursuivie en 2003.

● Cheptel bovin en juin



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

³ Secrétariat Uruguayen de la Laine, statistiques issues de l'annuaire de la laine 2003, disponibles sur le site Web : www.sul.org.uy.

Les bovins sont très majoritairement de race britannique, Hereford et Aberdeen Angus : ce sont des animaux de petits gabarits, qui n'abîment pas les prairies souvent très humides, sélectionnés pour leur absolue facilité de vêlage, et qui supportent très bien les pertes de poids en hiver, avec une forte croissance compensatrice au printemps. En outre, ces races tardives ont l'avantage de produire des carcasses appréciées, avec un important persillé, alors que la graisse sous-cutanée participe à une meilleure conservation lors du refroidissement post-abattage.

Si on retrouve les mêmes motivations de choix des races britanniques que dans les Pampas argentines, la composition raciale est beaucoup plus homogène : d'après l'enquête élevage de 2001, 79% des bovins des exploitations de plus de 100 ha étaient Hereford, 8% Angus, 9% d'autres races (dont les continentales) et 12% croisés, notamment de zébus.

D'après nos interviews, cette composition raciale ne semble pas avoir connu de grands bouleversements ces dernières années, si ce n'est une poussée des croisés synthétiques de races zébuines (Braford tout particulièrement) dans les zones humides du Nord, où le climat est plus proche des conditions tropicales.

Selon les chercheurs de l'INIA, cette homogénéité raciale a ses avantages : une base de sélection sans doute une des plus importante du monde en Hereford (plus de 3 millions de vaches de race pure), des carcasses elles-aussi homogènes. Mais elle a aussi ses inconvénients, notamment dans le manque d'effet hétérosis.

Aussi, la recherche prône t'elle actuellement une utilisation plus intense du croisement, notamment avec les races continentales telles que la Limousine ou la Salers, mais aussi avec la Nelore brésilienne (race zébuine), en faisant ressortir

l'avantage en gain de poids des croisés F2 de 2ème génération (mères croisées).

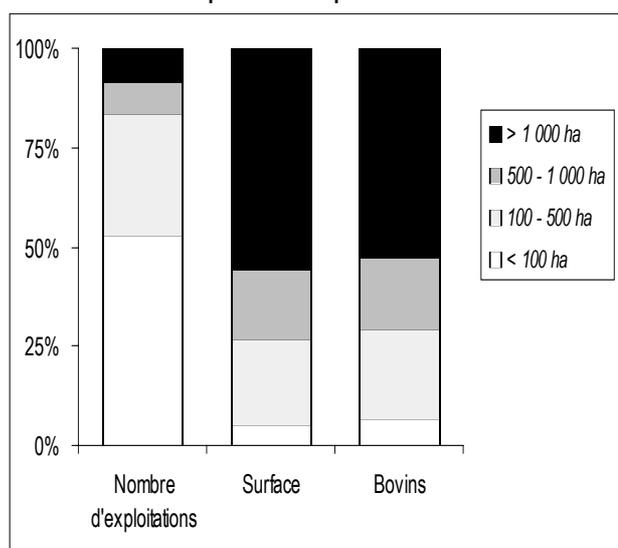
89% des exploitations ont des bovins

Sur les 57 000 exploitations recensées en 2000, près de 51 000 ont des bovins. Une enquête récente⁴ distingue 3 systèmes au sein des détenteurs de bovins :

- les élevages laitiers (un peu moins de 5 000, qui détiennent environ 1 million de bovins et 150 000 ovins) ;
- les élevages avec cultures sur au moins 2 ha : environ 8 000 qui possèdent 2 millions de bovins et 1,5 millions d'ovins ;
- les élevages sans culture (moins de 2 ha cultivés), qui constituent le gros des troupes (38 000 exploitations) et détiennent 8,3 millions de bovins et 9,3 millions d'ovins.

Les exploitations de moins de 100 ha représentent la moitié des détenteurs de bovins viande (près de 21 000), et plus du tiers de toutes les exploitations uruguayennes. En revanche, elles ne mettent

● Répartition des bovins viande et des surfaces par taille d'exploitations



Source : GEB d'après DIEA-Ministère de l'agriculture

⁴ "Anuario statistico 2003", DIEA (Service du Ministère de l'agriculture), Montevideo, 2004.

en valeur que 5% de la surface et n'élèvent que 7% des bovins viande, malgré un chargement moyen approchant 1 UGB/ha.

Plus de la moitié des bovins est élevée dans des exploitations dépassant 1 000 ha. Ces quelques 4 000 exploitations exploitent 53% du territoire uruguayen. En fait, la notion de grande taille des estancias est relative : dans une étude récente⁵, le Ministère de l'agriculture classe parmi les "grandes exploitations" uniquement celles couvrant plus de 2 000 ha (environ 1 500 dans le pays), celles entre 200 et 2 000 ha étant considérées comme "moyennes".

Globalement, les chargements baissent avec la taille. Les chargements s'étagent en moyenne de 0,75 UGB/ha pour les 100 - 200 ha, à 0,65 UGB/ha pour les 1 000 à 2 000 ha et 0,52 UGB/ha pour les plus de 5 000 ha. L'élevage uruguayen peut être qualifié d'extensif !

Très peu de prairies intensifiées

Les prairies cultivées ou améliorées représentent une proportion supérieure dans les exploitations de plus petite taille que dans les autres, sans toutefois jamais dépasser 12% des surfaces dans les élevages spécialisés viande et 25% dans les élevages avec productions végétales.

Au sein de ces productions fourragères intensifiées, les prairies cultivées ont augmenté à la fin des années 90, mais elles stagnent depuis à 5% de la surface chez les éleveurs spécialisés et à 14% chez les éleveurs avec cultures de vente. Les productions fourragères annuelles ne sont pratiquées que marginalement (moins de 3% des surfaces des éleveurs avec cultures). L'amélioration des prairies naturelles (resemis sans labour) représente environ 5% des surfaces tous types d'élevages confondus.

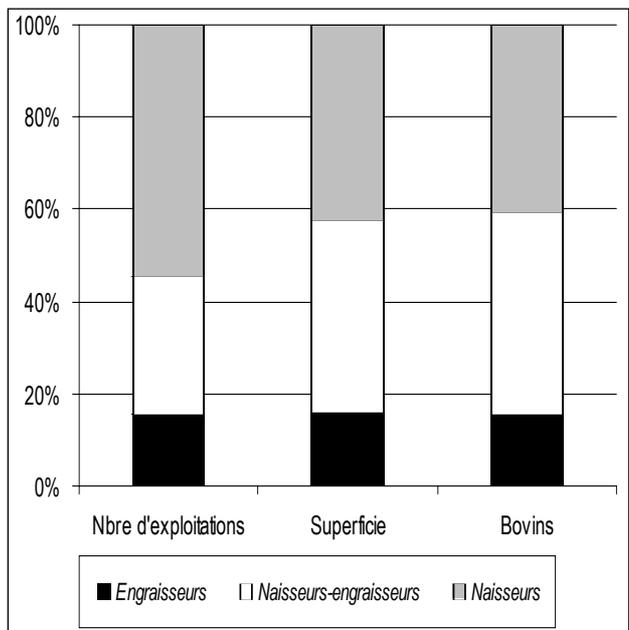
Le facteur taille n'est pas discriminant sur la mixité bovins-ovins. En fait, 55% des détenteurs de bovins viande ont des moutons et 45% n'en ont pas. Les éleveurs détenant des moutons en ont donc plutôt 2 par bovin.

Une majorité de naisseurs, mais les naisseurs-engraisseurs sortent davantage d'animaux

La majorité des élevages bovins sont uniquement naisseurs. D'après l'enquête élevage de 2001 déjà citée, qui décrit précisément les élevages spécialisés de plus de 100 ha⁶, 54% des élevages bovins étaient naisseurs. Ils exploitaient 42% des surfaces avec 41% des bovins et 47% des vaches allaitantes.

A l'autre extrémité du spectre, seulement 15% des éleveurs étaient des engraisseurs spécialisés ("invernadores", c'est à dire qui pratiquent l'hivernage). Ils exploitaient 16% de la superficie et détenaient 15% des bovins, mais seulement 3% des vaches allaitantes.

● Orientation des élevages bovins de plus de 100 ha en 2001



Source : GEB d'après DIEA-Ministère de l'agriculture

⁵ "La ganadería en Uruguay : contribución a su conocimiento", DIEA (Service statistique du Ministère de l'agriculture), Montevideo, juin 2003.

⁶ Soit un univers de 17 000 exploitations détenant ensemble 9,8 millions de bovins, 92% du cheptel uruguayen de 2001.

Les naisseurs-engraisseurs ("ciclo completo") représentaient 30% des élevages et 41% des surfaces : ce sont en moyenne les plus grandes exploitations. Ils détenaient 44% des bovins et 33% des vaches allaitantes.

Engraisseurs et naisseurs-engraisseurs se partageaient en 2001 à peu près équitablement les ventes de mâles pour l'abattage (respectivement 45% et 41% des bœufs finis). En revanche, les ventes de femelles finies étaient principalement réalisées par les naisseurs spécialisés et les naisseurs-engraisseurs, avec respectivement 39% et 43%. Globalement, les naisseurs-engraisseurs assuraient 42% des ventes d'animaux aux abattoirs en 2001, contre 34% pour les engraisseurs stricts et 24% pour les naisseurs spécialisés.

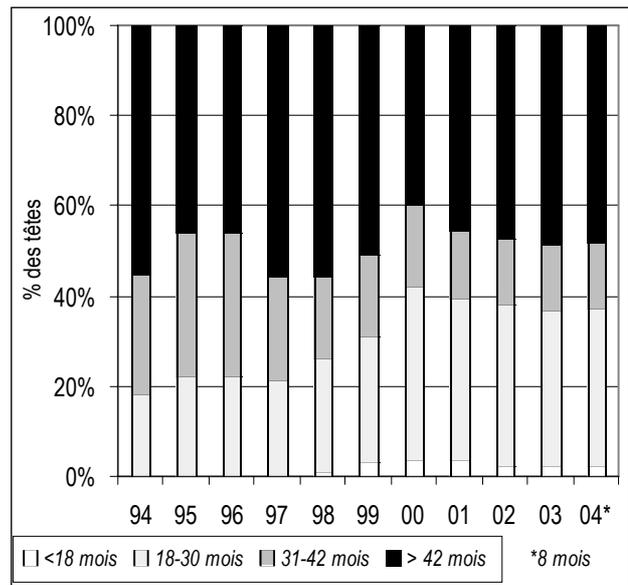
Le cycle d'élevage basé sur l'herbe

Le cycle d'élevage pour les vaches allaitantes est très proche de celui décrit dans la Pampa Argentine⁷. Les naissances ont pour la plupart lieu en fin d'hiver austral, entre septembre et novembre (dès août pour les génisses). Les sevrages sont centrés sur avril. Ils sont souvent un peu plus précoces dans les grands élevages (plus de 200 têtes).

A partir du sevrage, les modes d'élevage peuvent varier notablement. Traditionnellement, les bœufs sont gardés 3 ans sur des prairies naturelles non améliorées, puis vendus à des engraisseurs spécialisés. A 3 ans, les bœufs pèsent environ 330 à 380 kg, et devront atteindre au moins 450 kg vif pour être abattus : cela nécessite 6 mois à 1 an d'engraissement final. La conduite sur prairie améliorée peut permettre de raccourcir ce cycle de 1, voire de 2 ans.

Ce raccourcissement de cycle était sensible dans les statistiques d'abattage jusqu'à l'épizootie de

● Âge des mâles à l'abattage



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

fièvre aphteuse de 2001. De 1997 à 2000, la proportion de bouvillons abattus avec moins de 4 incisives permanentes (c'est à dire âgés de moins de 30 mois pour les animaux Hereford ou Angus) ne cessait de grimper, jusqu'à représenter 42% du total des mâles cette année-là. Avec le coup d'arrêt à l'export suite à l'épizootie déclenchée en avril 2001, la rétention a provoqué un allongement du cycle, situation qui perdure aujourd'hui. Les bouvillons de moins de 30 mois représentent une part stabilisée autour de 37% du total. Les bœufs abattus avec la totalité de leurs incisives permanentes, c'est à dire âgés de plus de 3 ans et demi, représentent structurellement la moitié environ des abattages de mâles.

Quant à la catégorie intermédiaire, entre 2 ans et demi et 3 ans et demi, c'est surtout elle qui a beaucoup baissé : elle ne concerne plus aujourd'hui qu'un bœuf sur 7. Ils sont souvent considérés comme trop âgés pour répondre aux cahiers des charges les plus exigeants (classement en Hilton pour l'Union Européenne ou en "bœuf choice" pour les USA), et nécessitent néanmoins

⁷ " Argentine : le bœuf revient de loin ", Dossier Economie de l'Elevage n°335, Institut de l'Elevage, Paris, mai 2004

une finition plus intensive que le système traditionnel, donc des coûts supplémentaires. Le seul intérêt de ce type de production est donc d'intensifier le cycle d'élevage chez les naisseurs-engraisseurs, afin de privilégier la capitalisation en femelles sur une surface constante.

La finition au grain reste marginale

La finition est principalement réalisée en pâturage, mais les $\frac{3}{4}$ du temps sur des pâtures cultivées intensifiées. Ainsi, la moitié des bovins et 57% des bœufs sont engraisés sur des associations pluriannuelles de graminées (ray-grass, fétuque) et de légumineuses (trèfle, lotus...). Mais il peut aussi

s'agir de cultures hivernales, notamment d'avoine semée sous couvert d'une autre culture : le quart des animaux sont finis sur ce type de culture intermédiaire.

La supplémentation est très minoritaire : seulement 1 éleveur sur 4 apporte un complément alimentaire en finition. Et il s'agit alors surtout de fourrages produits sur l'exploitation même, foin le plus souvent, ensilage secondairement. Seulement 1 éleveur sur 8 utilise au moins en partie des céréales pour la finition.

C'est ce chiffre de l'enquête élevage 2001 qui fait dire aux experts rencontrés que moins de 10% des animaux finis en Uruguay le sont au grain.

LES ABATTAGES REPRENENT FORTEMENT MALGRÉ LA CAPITALISATION

Depuis le coup d'arrêt suite à l'épizootie de fièvre aphteuse de 2001, les abattages ne cessent de progresser dans le pays. Toutefois, avec 1,73 million de têtes en 2003, ils étaient encore loin de leur niveau des années 1997 à 2000 (moyenne de 1,92 million de têtes). Sur les 8 premiers mois de 2004, les abattages sont en hausse de 20% par rapport à 2003. On pourrait donc revenir au niveau atteint en 1997, avec près de 2,1 millions de têtes.

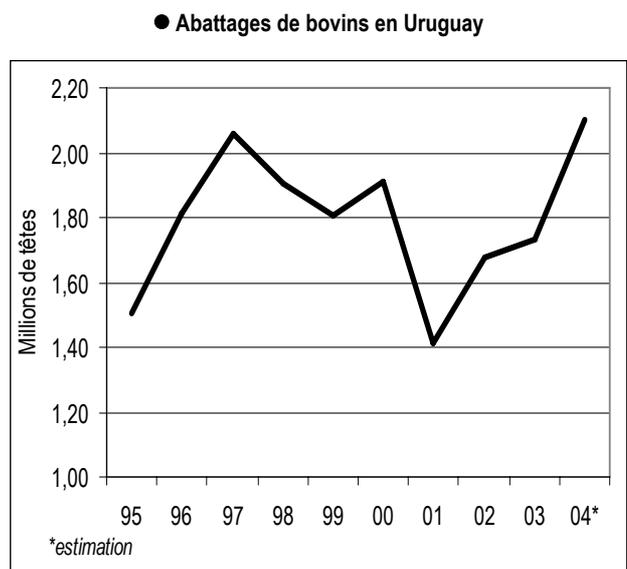
La très brutale augmentation des abattages en 2004 a trois explications :

1. D'abord, on reviendrait ainsi à un taux d'extraction plus "normal", en tous cas dans la moyenne de ce qu'il était dans les années 1998 à 2000, entre 17,5% et 18,5% et non pas moins de 15% comme entre 2001 et 2003.

2. La capitalisation semble avoir atteint un palier, comme semble l'indiquer la très forte augmentation

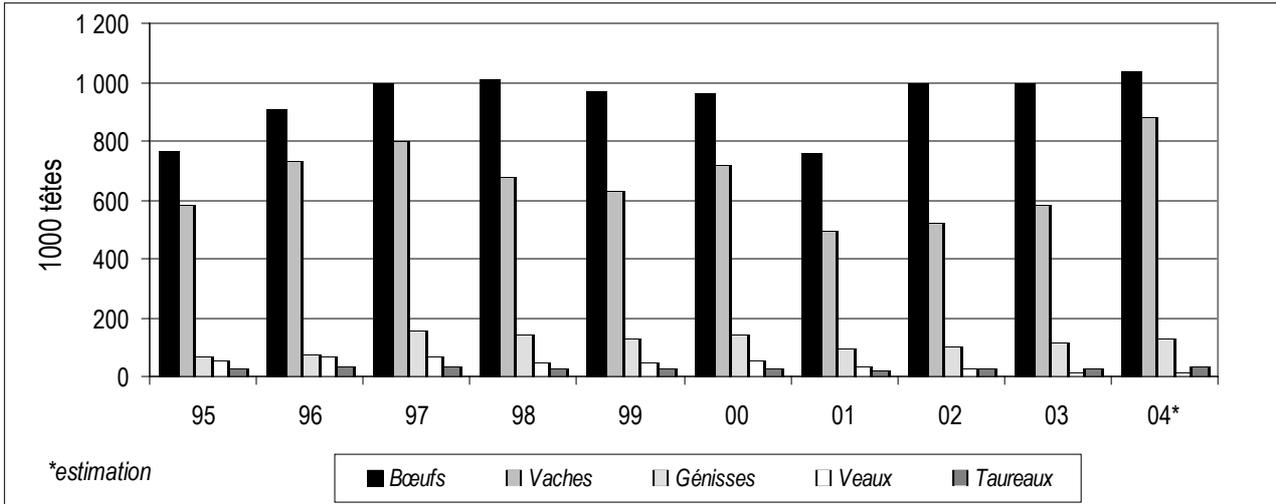
des abattages de vaches sur les 8 premiers mois de l'année (+50% !).

3. Les prix du bétail n'ont jamais été aussi élevés en US\$ depuis 1998, ce qui incite les éleveurs à



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

● Abattages par catégorie



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

réaliser une partie de leur capital après des années de vaches maigres (fièvre aphteuse en 2001 puis crise économique profonde suite à la dévaluation argentine).

Autant il est difficile de prédire si la capitalisation va reprendre après un palier sans doute atteint en 2004, autant il semble probable que les abattages soient durablement au dessus de 1,8 millions de têtes dans les années à venir, sauf très grave crise sanitaire ou climatique.

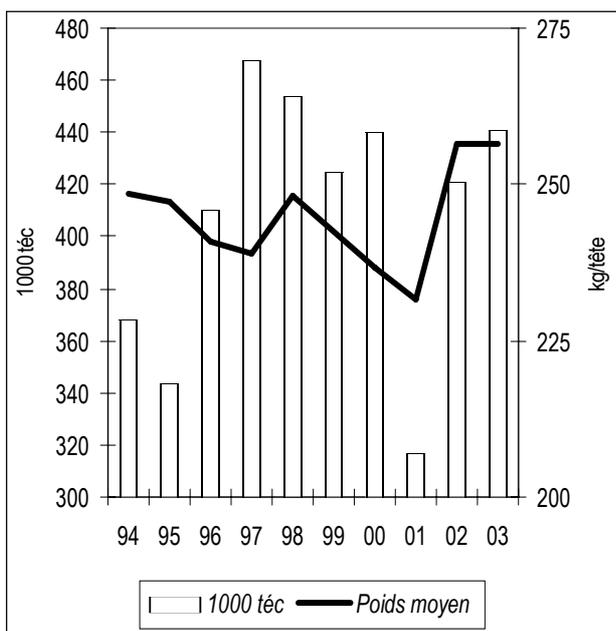
En fait, ce sont les abattages de femelles qui expliquent principalement les variations de ces dernières années : entre 2002 et 2004, les abattages de bœufs restent aux alentours du million de têtes, comme c'était déjà le cas entre 1997 et 2000. Quant aux abattages de mâles entiers, ils sont uniquement constitués des taureaux de réforme : il n'existe pas de production de taurillons.

Les abattages de génisses suivent largement le cycle de capitalisation-décapitalisation, mais restent bien inférieurs à ceux des vaches de réforme (les génisses sont des animaux de moins de 4 incisives permanentes, soit âgées de 30 mois maximum et n'ayant jamais vêlé). Même si cette proportion est plus élevée qu'au début des années 1990, les génisses ne représentent pas plus de 16 à 17% des abattages de femelles ces dernières années, et moins encore en 2004.

Enfin, il existait une petite production de veaux de boucherie jusqu'en 2000, avec environ 50 000 têtes par an. Elle est désormais réduite à presque rien.

Les poids moyens des carcasses varient en sens inverse des abattages : en haut de cycle d'abattage, ils sont plutôt faibles, tandis qu'en bas de cycle, ils

● Tonnages abattus et poids moyen



Source : GEB d'après DI.CO.SE (Ministère de l'agriculture uruguayen)

sont plus élevés. La seule exception a été en 2001, avec une convergence de faibles abattages et de poids légers qui s'est traduite par une production très faible cette année-là, inférieure à 320 000 téc.

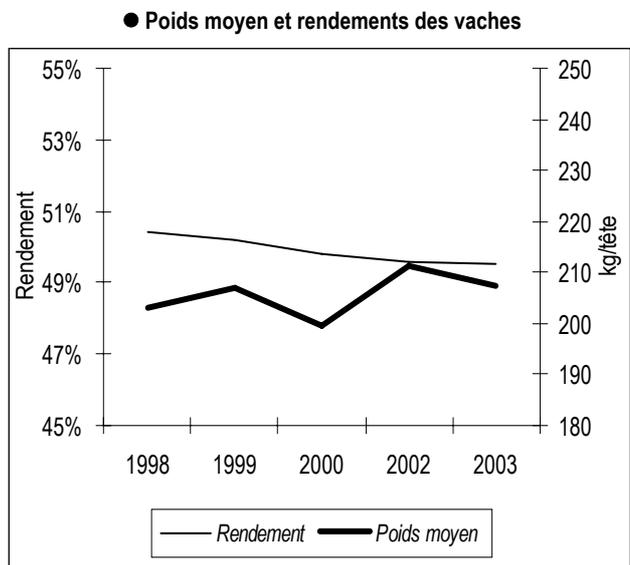
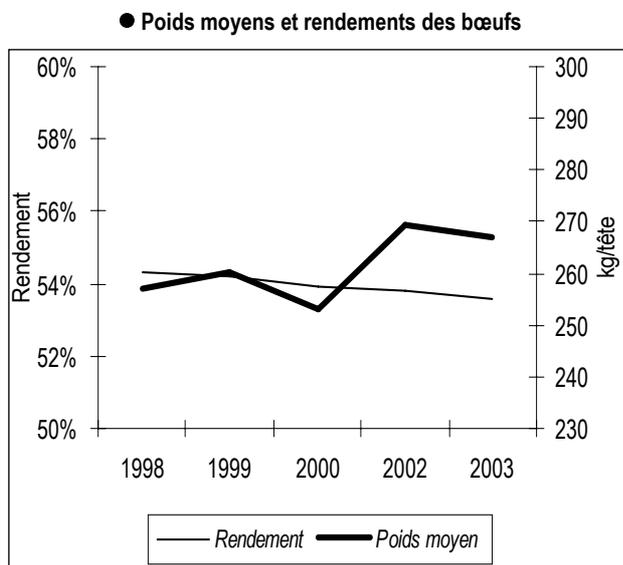
La principale explication de ces variations de poids de carcasse est à rechercher dans la proportion de vaches dans les abattages, traditionnellement plus élevée en haut de cycle. En effet, en 2003, un bœuf pesait en moyenne 267 kg équivalent carcasse (498 kg vif), tandis qu'une vache faisait 60 kg éc de moins (419 kg vif).

En revanche, il ne paraît pas y avoir de franche augmentation des poids moyens de carcasse sur une longue période. Les poids cibles ne varient pas beaucoup, et le progrès génétique n'a pas pour l'instant visé à alourdir les carcasses sans trop augmenter l'état d'engraissement. Les rendements des carcasses sont d'ailleurs plutôt décroissants depuis 6 ans, même si c'est très légèrement.

Comparés aux bœufs argentins (poids moyen de 246 kg en 2003), les bœufs uruguayens sont plus lourds. Cela ne s'explique pas par l'âge à l'abattage : la proportion de bouvillons abattus avant d'avoir atteint 30 mois est à peu près la même en Argentine et en Uruguay (entre 35 et 40%). Cela s'explique plutôt par le type de débouché : les bœufs uruguayens sont essentiellement destinés à l'export, tandis que les Argentins se vendent pour plus de moitié sur le marché intérieur. Or les exportateurs demandent des carcasses d'au moins 240 - 250 kg pour une taille optimale des muscles piécés.

Selon les années, les bœufs représentent en Uruguay entre 55 et 65% de la production exprimée en téc.

A l'inverse, les vaches de réforme sont plus légères que leurs homologues argentines, de 10 à 20 kg éc selon les années.



Source : GEB d'après INAC (attention, 2001 ne figure pas dans la série, année trop atypique)

La production peut-elle encore augmenter ?

Il est probable que la production en 2004 friserait les 500 000 tés, ce qui constituerait un record, encore plus haut que 1997. Mais les abattements très élevés de 2004 sont principalement dus à la reprise des réformes de femelles après plusieurs années de capitalisation.

L'incitation à la poursuite de la capitalisation avec les prix très élevés actuels est forte, mais elle suppose désormais une modification des systèmes d'élevage : intensification des surfaces et/ou baisse accrue du cheptel ovin.

L'autre voie serait l'amélioration de la productivité du troupeau, et tout particulièrement du taux de sevrage, sur laquelle les chercheurs de l'INIA et la filière semblent faire reposer l'essentiel de leurs espoirs.

D'après la dernière enquête de diagnostic de gestation⁸, 70% des femelles testées étaient pleines durant l'hiver austral (juin à août 2004). C'est une baisse de 2% par rapport à 2003, mais surtout de 11 à 12% par rapport à 2001 et 2002. Cela semblerait donc indiquer une diminution du pourcentage de naissances par femelle au printemps austral à venir.

Une autre méthode d'approche est l'enregistrement des déclarations de naissances auprès des services sanitaires. Ramenées au nombre de femelles dénombrées par l'enquête de juin de chaque année, elles font ressortir un taux de naissance de 63% en

2003. Ces taux avaient tendance à augmenter de 1997 (58% cette année là) à un maximum enregistré en 2001 (66%), pourtant en pleine épizootie de fièvre aphteuse, mais les efforts de productivité semblent avoir été largement entamés par cette crise.

Dans ce contexte, l'objectif affiché par l'INIA et le Ministère de l'Agriculture d'augmenter le taux de sevrage à 70 voire 75% n'apparaît pas aussi facilement accessible que cela. Par exemple, le "Projet Bovin" qui a mobilisé 500 éleveurs volontaires entre 2001 et début 2004 (service de conseillers, formations, collaboration avec les fournisseurs d'intrants et les abattoirs...), a tout juste permis de passer à un taux de sevrage proche de 70% au bout de 3 ans d'efforts chez les éleveurs concernés.

Enfin, l'augmentation des poids de carcasses ne paraît pas une voie crédible d'augmentation de la production. Les poids actuels sont calés sur les caractéristiques optimales des animaux et sur les exigences des marchés en terme de poids des muscles. Il est peu probable que les opérateurs acceptent des poids de carcasse moyens dépassant les 280 kg pour les bœufs dans les conditions actuelles. En outre, cela signifierait une intensification des modes de finition, qui renchérirait les coûts de production.

Les voies d'augmentation de la production apparaissent donc assez étroites. Néanmoins, si les prix restent aussi élevés qu'en ce printemps austral 2004, on peut s'attendre à poursuivre de l'expansion du troupeau bovin.

⁸ "Encuesta de preñez 2004", disponible sur le site du Ministère de l'agriculture www.mgap.gub.uy/diea/. Il s'agit d'une enquête réalisée annuellement auprès des vétérinaires réalisant les diagnostics de gestation. En 2004, cela a concerné plus de 500 élevages, en général les plus importants, sur près de 225 000 femelles.

■ L'identification individuelle commence sur une base volontaire

Aujourd'hui, le suivi des données d'élevage et d'abattage est effectué par lot, un lot correspondant à un camion (30 à 32 bovins). Chaque demi-carrosse, puis chaque muscle qui sort de la salle de découpe est identifié comme issu d'un lot. Dans la plupart des cas, un camion vient d'un seul élevage. En outre, les animaux ne peuvent pas se déplacer d'une exploitation à une autre, à un marché ou à un abattoir sans un passeport en bonne et due forme contresigné par un vétérinaire officiel, sorte de "carte verte".

Cependant, les rapports d'inspection de l'UE (par exemple DG SANCO/9092/2003) réitèrent que l'identification des animaux uniquement par les marques au fer rouge ne satisfaisait pas aux normes européennes (identification de la naissance à l'abattage).

Pour y répondre, le Gouvernement a créé fin 2003 un organisme spécial, le SNIG (Système National d'Identification du Bétail), qui vise à améliorer la traçabilité des animaux, et des bovins en particulier. Il s'agit d'abord de constituer une base de données unique avec le système actuel (identification par lot) et à l'intégrer à un système d'informations géographiques.

Le 2ème objectif est d'implémenter graduellement, sur une base volontaire, l'identification individuelle des bovins. Le dispositif retenu est à la fois visuel et électronique. Le plan pilote prévoit la distribution gratuite d'un million de boucles destinées aux veaux, distribution qui a débuté en juin 2004. Il devrait constituer le premier pas vers une identification généralisée d'après le Directeur des productions animales du Ministère de l'Agriculture, même si aucune date limite n'est avancée officiellement.

■ Les grandes épizooties sous contrôle

L'Uruguay avait stoppé la vaccination contre la fièvre aphteuse en 1994, ce qui avait permis au pays d'être reconnu en 1995 indemne de cette maladie sans vaccination. Malheureusement, l'épizootie généralisée à partir d'avril 2001 a tout remis en cause. A posteriori, d'après le Directeur des productions animales du Ministère de l'agriculture, l'expansion en traînée de poudre de l'épizootie (2557 foyers en 4 mois) montre bien que l'arrêt de la vaccination avait été total...

Depuis, les rapports d'inspection vétérinaire tant européens qu'étatsuniens soulignent la fiabilité du système de surveillance sanitaire. D'après le rapport à l'OIE, environ 20 millions de vaccins contre la FA ont été distribués gratuitement aux éleveurs et les barrières sanitaires aux frontières paraissent efficaces. Le pays a été reconnu par l'Office International des Epizooties libre de FA avec vaccination en mai 2003, après avoir obtenu la réouverture des frontières de l'UE dès novembre 2001 et du Canada en janvier 2003.

Concernant les autres maladies bovines de la liste A, l'Uruguay est reconnue officiellement indemne. Le pays figure notamment, au côté de ses voisins du Mercosur, dans la liste des pays où le risque ESB est déclaré le plus faible, grâce aux mesures prises très précocement (arrêt d'importation d'animaux vivants, de semences et d'embryons des pays touchés dès les premiers cas détectés, interdiction des farines animales en 1996...).

En revanche, la Direction vétérinaire fait état de cas de brucellose (1245 en 2003), de tuberculose (11 cas en 2003)... La paratuberculose et la leucose ne sont pas sous contrôle et fortement soupçonnées.

Le dernier rapport d'inspection vétérinaire européen (DG SANCO/7055/2004) révèle des failles dans le système de contrôle de résidus médicamenteux. Notamment le fait que la plupart des médicaments vétérinaires soient disponibles sans prescription et que le contrôle de l'usage d'hormones seulement autorisé pour la thérapie ne soit pas conforme aux exigences communautaires. Le Gouvernement uruguayen s'est engagé à prendre des mesures d'ici 2005.

Un réseau stable d'abattoirs agréés à l'export

Contrairement à ce qui se produit au Brésil, les statistiques d'abattage en Uruguay paraissent refléter la réalité pratiquement aussi bien que dans l'Union Européenne. Les abattoirs sont de deux types, ceux qui sont contrôlés par le Ministère de l'agriculture uruguayen et certifiés au niveau national, et ceux qui ne sont habilités qu'à fournir la consommation locale. Les premiers ont réalisé à eux seuls 95% des abattements de bovins en 2002. Seules les vaches (9%) et les veaux (42%) ont été abattus dans des proportions notables dans des abattoirs non agréés nationalement.

Ces abattoirs contrôlés nationalement sont au nombre de 35 pour les bovins, de 28 pour les ovins (en partie les mêmes établissements que pour les bovins) et de 17 pour les porcins. Ces chiffres sont remarquablement stables au long des années. C'est à dire qu'il y a assez peu de restructuration, de fermeture ou d'ouverture de nouveaux sites, de changements brutaux de raison sociale... comme cela se passe notamment au Brésil. Il s'agit là d'une industrie qu'on peut qualifier de mature, même si elle évolue constamment sur les plans technologique et marketing.

D'après les statistiques de 2003, 4 parmi ces abattoirs ont traité plus de 150 000 bovins (dans l'ordre LAS PIEDRAS, CARRASCO, TACUAREMBO, NIREA), 4 autres ont abattu entre 100 et 150 000 bovins (PUL, COLONIA, ONTILCOR, CANELONES), 4 encore entre 50 et 100 000 (ELBIO RODRIGUEZ, CHIADEL, SIRSIL, SCHNECK) et 19 moins de 50 000 têtes. Il est très frappant de constater que la liste des 10 plus gros abattoirs n'a pas changé depuis 1998, même si l'ordre varie un peu.

Tous les abattoirs ayant abattu plus de 50 000 bovins en 2003 sont agréés à l'exportation vers l'Union Européenne. Il y en a même un autre, plus petit, qui figure sur la liste des 17 établissements agréés par l'UE en 2004 (LORSINAL). À une exception près,

cette liste est la même pour les établissements habilités à exportés sur les USA et le Canada.

D'après tous les observateurs étrangers, les statistiques uruguayennes paraissent beaucoup plus fiables que celles de leurs grands voisins du continent. Question de taille réduite du pays sans doute, mais aussi, et surtout, du fait d'une très bonne organisation administrative qui n'a rien à envier aux pays européens malgré la grave crise économique de ces dernières années.

Les ventes directes aux abattoirs progressent, mais la cotation reste en vif

La plupart des animaux sont vendus hors cadre d'une contractualisation avec un abattoir : celle-ci reste exceptionnelle, sauf dans le cas de PUL, seul organisme coopératif dans ce secteur de l'abattage.

D'après l'enquête élevage de 2001, 45% des bœufs finis étaient vendus à des intermédiaires (les fameux "consignatarios", comme en Argentine) et 43% directement aux abattoirs, le reste passant dans des marchés en vif (il n'existe pas d'équivalent au marché de Liniers en Uruguay). Les vaches passaient davantage dans les mains des consignataires et par les marchés en vif. En fait, les marchés en vif restent principalement utilisés pour les animaux maigres, mais très peu pour les animaux finis.

Cependant, quel que soit le circuit de commercialisation, les cotations sont établies en vif, même si les abattoirs paient au poids de carcasse, prix qui est ensuite traduit en kg vif avec le rendement moyen.

D'après les experts rencontrés, il semble que les ventes en direct aux abattoirs progressent rapidement ces dernières années, tout spécialement pour les bœufs. Il existe également aujourd'hui un système de ventes aux enchères électroniques hebdomadaires, centralisées dans un grand hôtel de Montevideo, mais il traite un nombre d'animaux encore relativement marginal.

Les prix flambent pour toutes les catégories

Les cotations des animaux uruguayens sont publiées par l'INAC⁹ chaque semaine sur son site Web. Elles concernent d'une part les bœufs de races à viande ou croisés pesant plus de 380 kg, les vaches de réforme de mêmes races et pesant plus de 370 kg et les génisses.

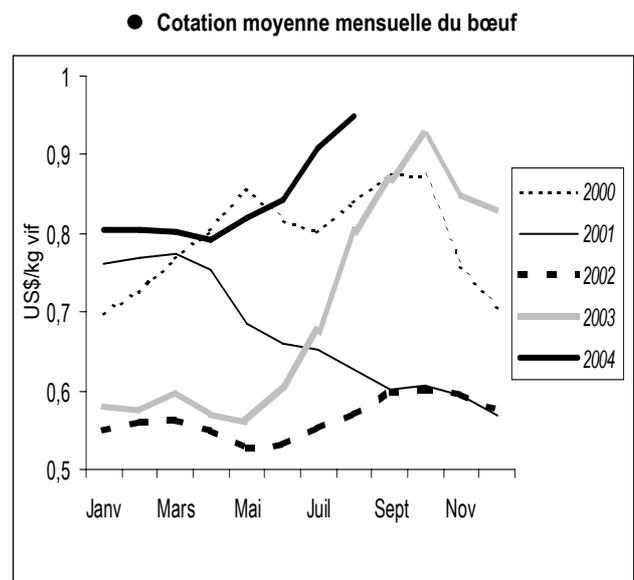
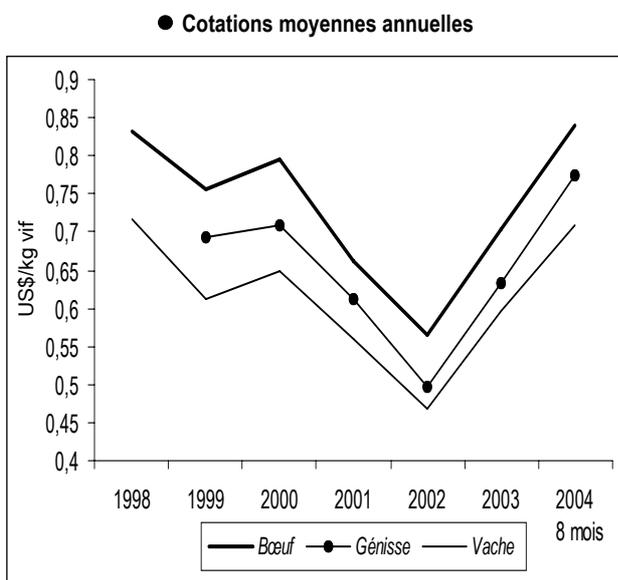
En US\$, monnaie dans laquelle sont exprimés les prix des produits agricoles dans ce pays très extraverti, les prix s'étaient très fortement dégradés à partir du déclenchement de l'épizootie de fièvre aphteuse en mars 2001. Ces cours déprimés ont persisté jusqu'en mai 2003, date à partir de laquelle ils se sont envolés.

En ce printemps austral, ils sont au plus haut de ces 5 dernières années, retrouvant presque les niveaux records de 1998. Cette flambée correspond à la réouverture du marché du Canada (début 2003) et des USA (en juin 2003) après la crise de la fièvre aphteuse.

Du coup, depuis la mi-2003, le profil de la courbe de cotation se rapproche beaucoup de ce qu'il était jusqu'en 2002, avec un pic d'août à octobre correspondant aux faibles sorties saisonnières.

La courbe des cotations des vaches de réforme a une forme saisonnière à peu près similaire et a suivi des évolutions parallèles à celles de la cotation du bœuf. On peut toutefois constater que le différentiel des prix entre bœufs et autres catégories est beaucoup moins marqué en Uruguay qu'en Argentine. Ainsi, au kg vif, les génisses cotent-elles autour de 90% du prix des bœufs (88 à 92% sur les 7 dernières années) et les vaches à peine moins : 83% (81 à 86% sur les 7 dernières années). En Argentine, les vaches de réforme notamment sont beaucoup plus décotées par rapport aux bœufs et valent 1/3 moins cher.

Et le différentiel entre les prix des bœufs et des vaches en Uruguay s'explique pour moitié par la différence de rendement des carcasses : environ 54% pour les bœufs contre 50% pour les vaches de réforme. En US\$/kg de carcasse, la viande de vache se valorise autour de 90% du prix de celle de bœuf.



Source : GEB d'après INAC (cotations entrée abattoir, transport inclus)

⁹ INAC : Institut National des Viandes, www.inac.gub.uy. C'est une institution privée qui s'est vu confier des missions d'intérêt public par l'Etat uruguayen, telle que l'établissement des statistiques du secteur (prix, export) et la gestion de la marque collective uruguayenne ("Certified Natural from Uruguay"). C'est en fait un statut très comparable à celui d'une interprofession en France. L'INAC est financée par une taxe obligatoire payée sur les exportations (0,6%) et sur la consommation intérieure (0,7%). Elle travaille sur la recherche et le développement du secteur en collaboration avec les Universités et l'INIA (Institut de recherche agronomique), fait la promotion de la consommation des viandes uruguayennes tant à l'intérieur du pays qu'à l'export, participe à la mise en place de cahiers des charges spécifiques...

Là encore, ce faible différentiel semble bien lié aux marchés à l'exportation, qui sont particulièrement actifs pour les avants, les poitrines et les viandes des-

tinées à la transformation, notamment vers le Chili, Israël et l'Amérique du Nord.

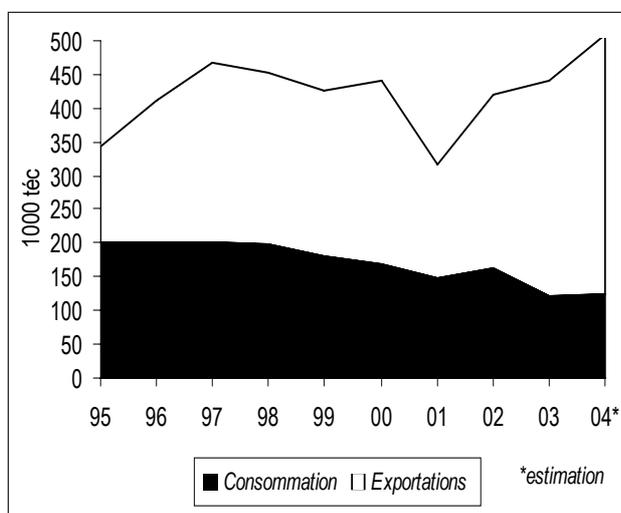
LES EXPORTATIONS URUGUAYENNES VOLENT DE RECORD EN RECORD

Sur le plan des volumes, les exportations se sont très rapidement rétablies du traumatisme de la dernière épizootie de fièvre aphteuse. L'Uruguay a limité les dégâts en 2001, avec encore près de 170 000 téc exportées et les expéditions sont ensuite remontées dès la réouverture des marchés européens fin 2001 pratiquement à leur niveau antérieur, avant de s'envoler littéralement depuis.

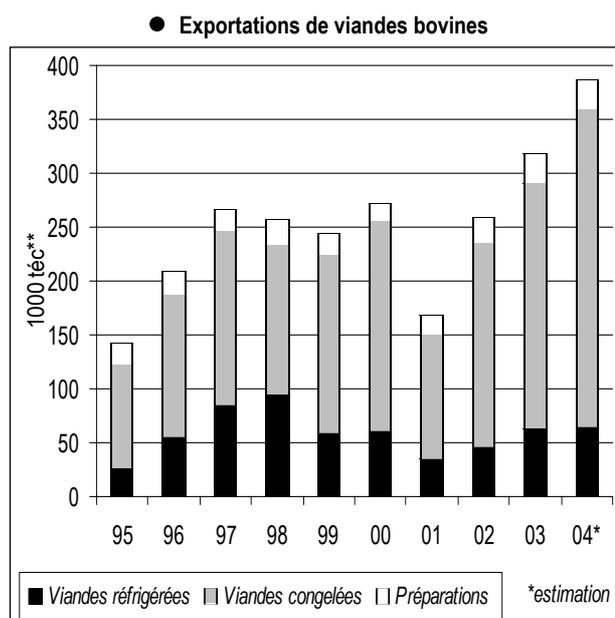
En 2003, elles ont ainsi frôlé les 320 000 téc, niveau qu'elles devraient allègrement dépasser en 2004 d'après nos estimations : la progression sur les 8 premiers mois de l'année est de 21% sur l'année précédente.

Concernant la répartition des exportations, plusieurs constats tranchent nettement sur la situation qui prévaut chez les 2 grands voisins du Mercosur : - **les exportations constituent le débouché majoritaire de la production** : d'à peine 40% en 1995, elles en représentent désormais près des $\frac{3}{4}$. Dans les années 1995 à 1997, cette augmentation s'est

● Production, consommation et exportations de viandes bovines en Uruguay



Source : GEB d'après INAC



Source : GEB d'après INAC

* : Estimations GEB d'après les 8 premiers mois disponibles.

** : Attention, les coefficients de calcul des "équivalents carcasses" sont très supérieurs en Uruguay à ce qu'ils sont dans l'Union Européenne.

faite grâce à l'augmentation de la production. Mais depuis lors, la consommation uruguayenne n'a pratiquement pas cessé de décliner. Elle semble s'être stabilisée autour de 125 000 téc, contre 200 000 téc environ au milieu des années 90 ;

- **les exportations de préparations sont marginales** : depuis 2002, elles sont passées à **moins de 10% des exportations totales** exprimées en téc. En Argentine ou au Brésil, elles représentent encore près de 30% du total ;

- **les exportations de viandes réfrigérées plafonnent à moins de 17% du total**. La proportion de "chilled" est comparable au Brésil, mais les tonnages y progressent très vite. Elle reste moitié moins élevée qu'en Argentine, où les viandes

réfrigérées représentent près de 30% des expéditions de viandes bovines.

En Uruguay, les exportations de viandes congelées dominent très nettement dans les exportations et ce sont elles seules qui tirent les exportations.

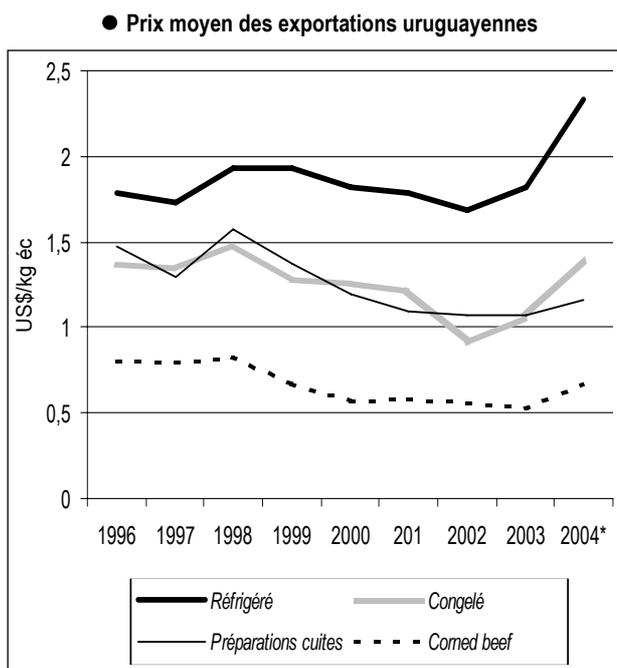
L'autre grand contraste avec la situation en Argentine et au Brésil est l'envolée des prix à l'export, beaucoup plus marquée que dans ces pays. Ainsi, après le pic de 1998, tous les prix du bœuf uruguayen à l'export se sont érodés durant 4 ans. La forme qui avait le mieux résisté était le réfrigéré (-13% entre 1998 et 2002), tandis que le congelé cru perdait jusqu'à 40% et les préparations plus de 30%.

Depuis 2002, la reprise est très nette, tout particulièrement pour le réfrigéré : il a gagné 28% et se retrouve en moyenne sur les 8 premiers mois de 2004 à un niveau record. Quant au congelé cru, s'il a gagné 50%, il ne se valorise pas encore au niveau de 1998. Enfin la revalorisation des préparations est beaucoup plus modeste.

Les exportations de bœuf réfrigéré progressent vers l'UE...

L'Uruguay bénéficie d'un contingent Hilton Beef octroyé par l'Union Européenne de 6 300 tonnes de muscles découpés. Le coefficient "équivalent carcasse" en cours en Uruguay (facteur 1,595 pour les viandes désossées non transformées) est beaucoup plus élevé que celui utilisé en Argentine (1,50) et a fortiori au Brésil qui utilise le même que l'UE (1,30). Ainsi, ces 6 300 tonnes équivalent elles à 10 050 téc avec le mode de calcul uruguayen.

Ce niveau avait déjà été dépassé légèrement en 1999. Dès 2002, alors que les frontières européennes se sont réouvertes aux exports uruguayens à la fin 2001, les flux ont frisé les 14 000 téc, avec le jeu du report des contingents non utilisés en 2001 au premier semestre 2002. En 2003,



2004* : Estimations d'après les 8 premiers mois

Source : GEB d'après INAC

les exports de muscles nobles réfrigérés ont dépassé le contingent Hilton d'environ 1 500 téc, tandis qu'en 2004, les flux pourraient approcher les 15 000 téc (9 000 tonnes de muscles) selon nos estimations. Les expéditions à droit plein restent donc à des niveaux beaucoup plus modestes que les expéditions brésiliennes notamment (plus de 50 000 tonnes en 2003).

Il semble bien que les expéditions de viandes réfrigérées vers l'UE obéissent davantage à la recherche de niches de marché à haute valeur ajoutée que de volumes (voir encadrés).

D'ailleurs les prix moyens ont augmenté très nettement entre 2002 et 2004, passant par exemple (bœuf réfrigéré et congelé confondu) de 3,5 à 5,6 US\$/kg de muscle vers l'Allemagne, de 2,7 à 5,5 US\$/kg vers les Pays-Bas ou encore de 3,8 à 6,5 US\$/kg vers la Suède. Si cela a d'abord correspondu à un rattrapage des prix après la dévaluation de fin 2001 (ils étaient entre 4 et 4,6 US\$/kg sur ces 3 destinations en 2000), les niveaux atteints aujourd'hui excèdent nettement ceux du début de la décennie.

■ La certification " Natural Beef from Uruguay "

L'INAC gère une marque collective "Natural meat from Uruguay" déclinée par espèce pour le bœuf, l'agneau... Il s'agit d'abord de promouvoir à l'exportation les méthodes traditionnelles d'élevage en Uruguay : à l'herbe et en liberté, avec un environnement exceptionnel, classé 6ème pays mondial pour la protection de son environnement par une étude des universités étatsuniennes de Yale et Columbia en 2002.

Le cahier des charges garantit en particulier que les bovins sont nés, élevés et abattus en Uruguay, élevés en plein air, sans hormones ou sous-produits animaux, et que l'usage des antibiotiques est étroitement contrôlé. En fait, cette certification ne fait essentiellement que garantir le respect de la loi en vigueur. Le chargement limite de 2 UGB/ha n'est pas franchement limitant dans les conditions d'élevage habituelles. Au niveau des abattoirs, la mise en œuvre de programmes HACCP et d'un manuel des bonnes pratiques sont obligatoires, ce qui est déjà le cas dans la totalité des abattoirs agréés à l'export. Enfin, le cahier des charges "recommande hautement" l'identification individuelle des bovins.

Il s'agit-là d'une marque qui couvre la quasi-totalité des exports de bœuf uruguayen vers l'UE ou l'Amérique du nord, et s'appuie notamment sur l'argument "pays libre d'ESB".

L'INAC travaille actuellement à la mise en conformité avec le cahier des charges EUREPGAP. Ce dernier a été créé par un groupe de firmes de grande distribution originaires du nord de l'Europe (telles Tesco, Sainsbury, Ahold, Migro...) en 1997 afin de s'assurer face aux crises sanitaires qui se multipliaient alors (ESB, dioxine, résidus de pesticides...). Ces standards et guides de bonnes pratiques agricoles et industrielles par filières sont communs aux firmes de grande distribution adhérentes, et vise à la certification des fournisseurs "de la fourche au linéaire".

Pour l'INAC, assurer la conformité de la production de viande uruguayenne au cahier des charges EUREGAP doit permettre une meilleure pénétration dans la grande distribution européenne, même si l'aspect visuel des viandes expédiées sous vide et redécoupées dans les grands magasins n'est pas encore maîtrisé.

■ Les viandes biologiques : une niche de marché visée par l'Uruguay

D'après le chef des programmes bovins et ovins de l'INIA, la distance à parcourir pour se convertir à l'agriculture biologique n'est pas considérable pour la plupart des éleveurs uruguayens. Il s'agit d'abord d'accepter de se caler dans un cahier des charges conforme aux standards internationaux (IFOAM) et de se placer dans une démarche de progrès. Ensuite d'améliorer quelques pratiques comme augmenter les réserves fourragères, identifier individuellement ses bovins, mieux protéger les cours d'eau, raisonner autrement les traitements vétérinaires... Cela suppose également d'abandonner l'induction des chaleurs, qui est fréquente dans les élevages importants afin de mieux contrôler les gestations.

Les surfaces exploitées en bio dans l'ensemble du pays sont estimées par l'IFOAM à 754 000 ha en 2003 pour l'élevage de bovins et d'ovins !

Il y a aujourd'hui deux abattoirs agréés : PUL et Tacuarembó, qui figurent tous deux parmi les cinq plus gros abattoirs en Uruguay. Tous les 2 sont agréés depuis 2000 (avant la crise de FA donc) par l'organisme certificateur néerlandais SKAL.

Ces deux entreprises travaillent sous contrat avec des élevages convertis au bio. Tacuarembó par exemple affirme travailler avec 132 fermes en 2004, qui couvrent 380 000 ha, et détiennent 244 000 bovins et 350 000 ovins. Cela signifie une production potentielle supérieure à 40 000 bovins abattus par an, soit à peu près 10 000 téc, ou encore le quart de la capacité de l'usine. Ce n'est pas actuellement l'ordre de grandeur de ce marché.

Le bœuf bio est pour l'instant notamment commercialisé par Tacuarembó en Suède, sous la marque "Naturkött". Il s'agit surtout de découpes d'aloysaux et de tendes de tranche. Mais les marchés visés vont bien au delà, sur l'ensemble de l'Union Européenne, les pays d'Amérique du Nord...

Il n'existe pas de statistiques globales d'export de viandes biologiques. Les seuls chiffres publiés sont ceux du "projet éleveur" national lancé en 2001 pour stimuler la productivité de l'ensemble de la filière viande bovine. La certification et la segmentation des produits en était un des objectifs stratégiques. Pour 2003, ils font ressortir un volume de 300 tonnes, aux 2/3 vers l'Europe (Suède, Italie, Pays-Bas), le reste allant aux USA et au Brésil. Par rapport aux prix moyens des exportations réfrigérées, la plus value semble un peu inférieure à 1 US\$/kg pour la viande bio certifiée.

...plafonnent vers le Cône Sud...

Depuis 2000, les expéditions uruguayennes de bœuf réfrigéré vers les marchés traditionnels des pays voisins, qu'ils soient membres du Mercosur (Argentine, Brésil) ou associés (comme le Chili), plafonnent entre 20 et 30 000 téc.

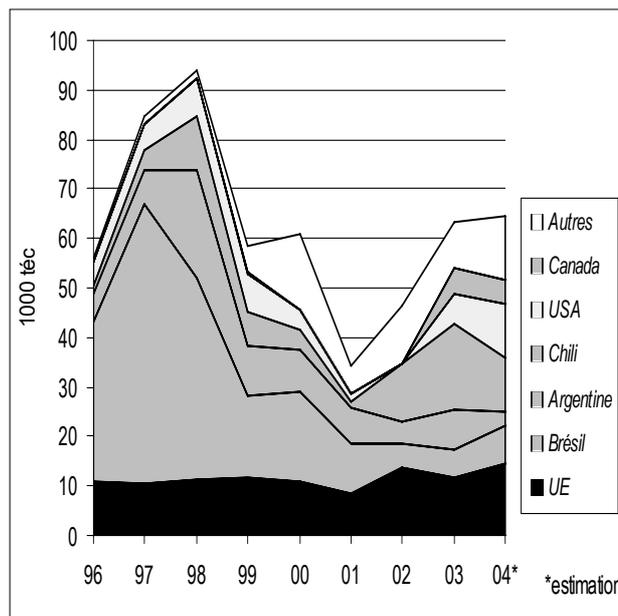
C'est surtout le marché **brésilien** qui a beaucoup baissé depuis 1998 : ces 3 dernières années, le flux se trouve stabilisé entre 5 et 7 000 téc par an. Il s'agit essentiellement de rumsteak, découpé traditionnellement en cœur et 2 aiguillettes, qui trouve son débouché dans la restauration de luxe dans le sud et le sud-est du pays. Les prix enregistrés sur cette destination sont eux aussi à la hausse, de 2 US\$/kg de muscle (réfrigéré et congelé confondus) en 2003 à 2,2 sur les 8 premiers mois de 2004.

Le débouché **argentin** se trouve encore plus réduit, estimé à moins de 5 000 téc en 2004. Il s'agit presque exclusivement de découpes non désossées, plutôt des poitrines : les prix sont les moins élevés de toutes les expéditions de bœuf réfrigéré, aux alentours de 0,8 US\$/kg sur les 8 premiers mois de 2004.

Traditionnellement, il existait aussi des flux d'animaux vivants vers l'Argentine, mais ils se sont totalement taris depuis 2001 avec l'épizootie de fièvre aphteuse. Avec le différentiel de prix qui s'est creusé au profit des animaux uruguayens, les flux se seraient plutôt inversés récemment, même s'ils restent officiellement très faibles.

Le **Chili** est l'autre marché d'exportation des poitrines. Dans les années 90, ces pièces étaient principalement exportées en congelé. Désormais, ce marché semble évoluer vers davantage de bœuf réfrigéré d'une part, et surtout des découpes plus nobles, notamment de globes. Le Chili est un marché exigeant, avec une grille de classification des carcasses spécifiques ("VACUNO" et non pas "INACUR" comme pour les autres marchés). En outre, le pays est indemne de fièvre aphteuse sans vaccination, ce qui fait que les flux ont été totalement interrompus entre mars 2001 et début 2002. Ces flux ont rapidement

● Exportations de viandes réfrigérées



2004* : Estimations d'après les 8 premiers mois

Source : GEB d'après INAC

repris à haut niveau en 2002 et surtout en 2003. Ils semblent s'être tassés en 2004, vraisemblablement à cause des prix élevés atteints par les viandes uruguayennes face à leurs compétiteurs brésiliens et argentins. En effet, les prix FOB¹¹ sont passés de 1,6 US\$/kg de viande en 2002 à plus de 2,5 US\$/kg en 2004 !

... et décollent vers l'Amérique du Nord

Le marché des **Etats-Unis**, qui s'était ouvert dans les années 90, ne s'est finalement refermé que peu de temps aux expéditions uruguayennes. Il s'est réouvert en juin 2003 et a absorbé près de 6 000 téc en 6 mois. Le rythme de 2004 est comparable et les expéditions de bœuf "chilled" pourraient dépasser les 10 000 téc en 2004.

Le marché **Canadien** s'était lui réouvert en janvier 2003, et a absorbé environ 5 000 téc cette année là, notamment sur le premier semestre. Les exportations ont ensuite plafonné à la suite de la découverte d'un cas d'ESB au Canada qui a affecté la consommation. Les flux de 2004 semblent dans un rythme assez proche de celui du second semestre 2003.

¹¹ FOB : " Free On Board ", c'est à dire sans coût d'assurance et de fret ni droit de douane.

■ Le bœuf " Hereford " d'Uruguay

Cette certification est née sur le modèle argentin, à l'initiative des principaux sélectionneurs de la race la plus représentative en Uruguay. D'après Daniel de Mattos, gérant de "Carne Hereford de Uruguay", les 70 initiateurs de cette entreprise produiraient environ 10% des bœufs de tout le pays !

Cette certification est conçue en partenariat avec l'INAC comme un segment au sein de l'ensemble "Certified natural beef from Uruguay". Et l'argument essentiel, qui figure d'ailleurs sur le logo, est la "tendreté garantie". Cette garantie repose sur un cahier des charges qui accorde une grande place au bien-être animal (manipulations, lots homogènes, transport) et aux pratiques d'abattage (normes pour les aires d'attente, pas de stimulation électrique après tuerie). Un système original classe les carcasses selon une banque d'image (système "Beefcam") afin d'établir une prédiction de la tendreté des carcasses et du rendement en découpe. La couleur est aussi analysée, et seules les meilleures sont agréées.

Les marchés sont visés exclusivement pour les découpes réfrigérées, avec un jeu d'étiquettes destinées au point de vente. Ces viandes sont pour l'instant testées sur les marchés chiliens (supermarchés DyS, enseigne "LIDER") et britanniques. Les exportations n'ont débuté qu'en septembre 2003.

Les expéditions de bœuf réfrigéré sont en particulier des découpes de globes (tende de tranche, tranche grasse, gîte-noix). Ces muscles se valorisent particulièrement bien aux USA et au Canada quand les bœufs sont garantis "grain fed", c'est à dire finis au grain en feed-lots, ce qui reste marginal dans la production uruguayenne. Ces bœufs classés "choice" selon les critères du Ministère de l'agriculture états-unien (USDA) doivent être abattus âgés de 24 à 30 mois.

Il faut ajouter aux expéditions vers les USA celles vers une île caribéenne associée à la fédération, mais aux statistiques douanières distinctes : **Porto Rico**. Les flux vers ce pays sont encore plus importants que vers les 50 états des USA, avec plus de 7 000 téc en 2003 et sans doute le double en 2004. Il concerne le même type de pièces que pour le continent nord-américain.

Les USA cannibalisent les expéditions de bœuf congelé

Les expéditions de viandes congelées sont traditionnellement beaucoup plus diversifiées que celles de viandes réfrigérées. La liste des destinations ne compte pas moins d'une trentaine de pays en 2003 et 2004, contre moins de 10 pour les viandes réfrigérées. Néanmoins, l'ouverture du marché des USA a provoqué un tel appel qu'il a nettement tari les autres flux.

Les exportations de viandes congelées étaient pourtant rapidement remontées à leur niveau antérieur dès 2002, alors que les marchés nord-américains étaient encore fermés.

Malgré l'envolée des exports depuis, les USA en accaparent le tiers en 2003 et près des ¾ sur les 8 premiers mois de 2004.

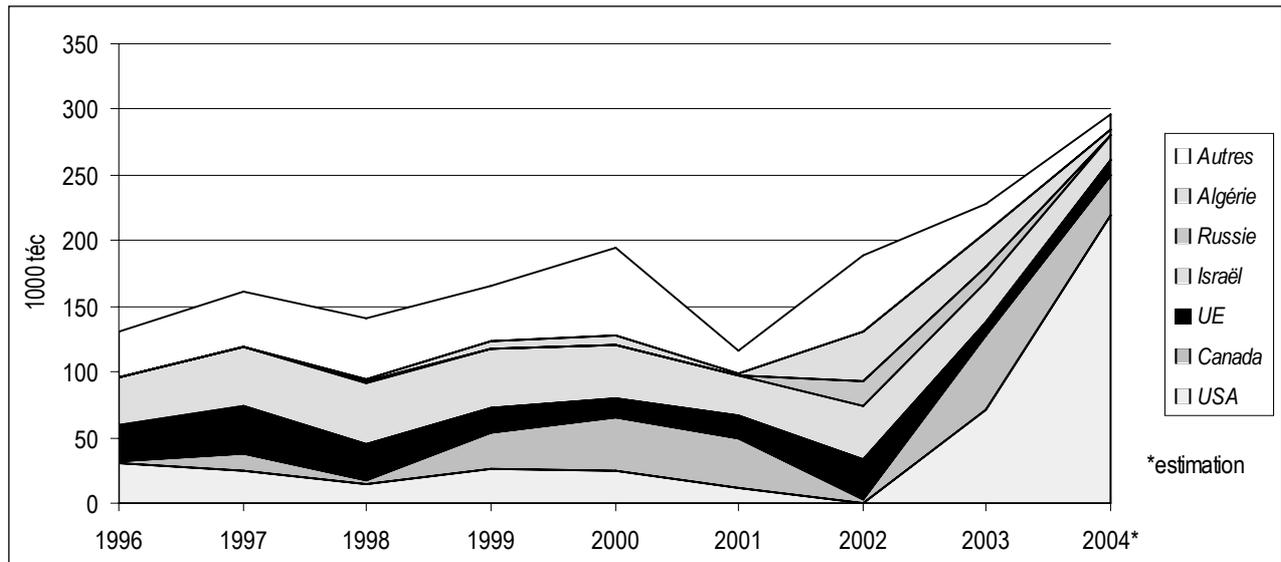
Ces volumes, qui pourraient dépasser 130 000 tonnes de produit, ou 210 000 téc sur l'année 2004, se répartissent à peu près en :

- 1/3 de pièces d'arrières, plutôt des découpes de globes comme pour les viandes réfrigérées ;
- 1/3 de pièces d'avants ;
- 1/3 d'affranchis et de viandes destinées à la transformation.

Ces deux dernières catégories rentrent principalement dans la fabrication des hamburgers aux USA, en concurrence avec la viande de bœufs australiens notamment.

Malheureusement, les statistiques douanières publiées ne distinguent pas les différentes exportations à la fois par produit et par destination, ce qui rend difficile les comparaisons de prix d'une année sur l'autre. Néanmoins, le niveau des prix dépasse les 2,3 US\$/kg sur les 8 premiers mois de 2004 pour les viandes réfrigérées ou congelées, ce qui est très supérieur à la valorisation de ce type de viande avant le retour des USA comme acheteur. Par exemple, en 2002, les muscles d'avants congelés étaient vendus

● Exportations de viandes congelées



2004* : Estimations d'après les 8 premiers mois

Source : GEB d'après INA

aux alentours de 1,5 US\$/kg et les affranchis ("trimmings") à 0,7 US\$/kg...

Le **Canada** est un marché assez comparable, mais les volumes expédiés y plafonnent nettement, vraisemblablement sous les 30 000 téc en 2004, contre 56 000 téc en 2003. Les prix FOB sur cette destination ont nettement grimpé, de 1,6 US\$ en 2003 à 2,4 US\$/kg sur les 8 premiers mois de 2004.

L'autre marché qui résiste encore de manière significative au rouleau compresseur étatsunien est **Israël**. Il s'agit là du marché traditionnel pour les avants. Sous l'effet de la très forte hausse des prix (passés de 1,1 US\$/kg en 2002 à près de 2,4 US\$/kg en 2004), les volumes pourraient descendre nettement sous les 20 000 tonnes de produit en 2004, pour la première fois depuis 10 ans. Israël est pourtant un marché choyé par les opérateurs uruguayens, qui ont de longue date mis en place des certifications "kasher". Il a longtemps représenté le principal marché d'exportation des avants.

Les marchés à plus bas prix comme l'**Algérie** (qui avait absorbé près de 40 000 téc à moins de 1 US\$/kg en 2002, 25 000 en 2003, mais recevra sans doute moins de 4 000 téc à 2,1 US\$/kg en 2004), la **Russie** (18 000 téc en 2002, 11 000 en 2003, moins de 2 000 téc en 2004), ou encore l'**Egypte** (14 000 téc en 2002) n'ont pas résisté à ce tropisme vers l'Amérique du Nord.

Pas plus que les partenaires du Mercosur et que le Chili, dont les achats en congelé sont devenus anecdotiques.

Seules les destinations caribéennes sont encore préservées, mais avec des flux limités : près de 4 000 téc pour **Cuba**, autant pour **Trinidad et Tobago**. Il s'agit là de marchés stratégiques pour les filières uruguayennes, qui tiennent absolument à affirmer leur présence dans cette partie du monde. En outre, les spécifications sont assez proches de celles de l'Amérique du Nord. Les prix y sont un peu moins élevés, mais atteignent néanmoins les 2 US\$/kg.

En 2003, les opérateurs espéraient beaucoup du marché **mexicain**, fortement déficitaire, et qui avait reçu d'Uruguay plus de 20 000 téc de congelé et 6 000 téc de bœuf réfrigéré en 2000, avant la crise sanitaire. Le Gouvernement uruguayen a d'ailleurs négocié un accord bilatéral de baisse des droits de douanes. Ce marché apparaissait d'autant plus prometteur qu'il est plus orienté vers des viandes finies à l'herbe que celui de ses voisins de l'ALENA. Mais le Gouvernement mexicain fait durer plus longtemps que prévu son homologation des abattoirs uruguayens, qui n'ont donc toujours pas accès au Mexique en septembre 2004.

Les expéditions de préparations plafonnent

L'expansion des exportations de viandes congelées s'est effectuée dès 1999/2000 au détriment des fabrications de préparations. L'embargo vers l'Amérique du Nord qui a suivi l'épizootie de fièvre aphteuse a relancé les fabrications et donc les exportations en 2002 et 2003. Mais la reprise des exportations de viandes congelées destinées à la fabrication vers les USA et le Canada a de nouveau asséché les ressources des industries uruguayennes.

En outre, depuis 2000, il ne subsiste pratiquement que 2 zones importatrices de préparations uruguayennes : USA et Porto Rico d'un côté, Union Européenne de l'autre.

Vers l'**Amérique du Nord**, les exportations de préparations ont continué à augmenter en 2003, à près de 15 000 téc, mais décroissent sur les premiers mois de 2004.

Le *corned beef* est devenu minoritaire dans ces flux : il représentait moins de 1 400 tonnes de produit en 2003, soit environ 4 100 téc avec le coefficient utilisé en Uruguay (2,94). C'est aussi le moins cher par kg équivalent carcasse, aux alentours de 0,6 US\$/kg.

L'essentiel est constitué de viandes congelées cuites, près de 3 000 tonnes de produit en 2003, soit environ

7 200 téc avec le coefficient uruguayen (2,5). Là les prix sont beaucoup plus intéressants, supérieurs à 1 US\$/kg éc. Il s'agit surtout de bœuf prêt à découper en gros conditionnements destinés à la restauration collective ou aux usines de plats cuisinés.

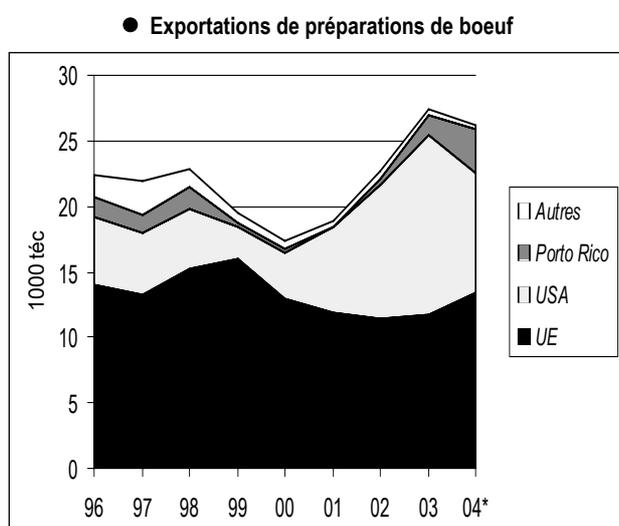
Il existe aussi par ailleurs des flux de viandes séchées-salées, environ 1 000 tonnes de produit en 2003, soit 2 700 téc. Il peut s'agir de viandes traditionnelles séchées au soleil, proches de celles qui sont fabriquées depuis des siècles par les gauchos des Pampas (type "carne do sol" ou "charque"). Il s'agit aussi de plus en plus de préparations de type "pastrami", qui sert à la confection de sandwiches en Amérique du Nord et en Israël. On utilise principalement les parties maigres du globe. Ces viandes sont exportées à des prix élevés, autour de 4,4 US\$/kg produit (soit 1,6 US\$/kg éc) en 2003.

En revanche, le débouché **européen** est désormais presque exclusivement constitué de corned beef (à plus de 95%) et limité en 2003 au seul Royaume-Uni : près de 3 800 tonnes en 2003, soit plus de 11 000 téc. Ces expéditions semblent bien se maintenir sur les premiers mois de 2004, voire augmenter légèrement. En revanche, les flux de viandes cuites congelées qui étaient encore importants en 2002 (près de 2 000 téc, dont 1 300 téc vers l'Italie) se sont pratiquement taris : les européens se fournissent désormais de préférence en Argentine voire au Brésil.

La filière vise les niches

Les discours des différents experts et responsables uruguayens vont tous dans le même sens. Si l'euphorie domine en 2004 après la profonde déprime de 2001/2002, personne ne perd de vue l'objectif stratégique des filières élevage viande : ajouter de la valeur au produit.

Et il est vrai que la filière ne manque pas d'arguments à faire valoir pour viser les marchés à plus haute valeur ajoutée, en terme de conditions environnementales (voir encadré "Natural Beef from Uruguay"), de contrôle sanitaire qui est sans doute le plus efficace de la région...



2004* : Estimations d'après les 8 premiers mois

Source : GEB d'après INAC

Dossier Économie de l'élevage n° 339 - Octobre 2004

La production pourra continuer à augmenter quelque peu, mais l'Uruguay ne sera jamais de taille à concourir dans la même division que le Brésil (1,2 million téc en 2003), ni même que l'Argentine (qui a déjà exporté plus de 500 000 téc dans les années 1990).

Cette valorisation est d'autant plus stratégique pour le pays que la viande bovine représente à elle seule plus du quart de la valeur des exportations totales du pays en 2003, et même 42% si on y ajoute les cuirs et peaux.

La difficulté est que les opérateurs des autres pays, et notamment les Argentins, entendent bien se placer sur les mêmes créneaux haut de gamme, comme les

viandes de race déterminée, les viandes biologiques... et qu'ils fournissent les mêmes clients, notamment en Europe.

Cependant, les Uruguayens semblent bien avoir une longueur d'avance en terme d'organisation de la filière, de marketing, de relations commerciales... Paradoxalement, le plus grand danger de la période actuelle est peut-être le tropisme tellement rentable vers le marché des USA (surtout pour les viandes de transformation), qui même s'il n'entraîne pas l'abandon des marchés européens (ceux qui paient le plus pour les découpes d'alloys), dissuade des prospections plus actives sur des marchés à conquérir, tels les marchés asiatiques.

* *
*

REMERCIEMENTS :

Cette étude n'aurait pu être réalisée sans le financement de l'OFIVAL et sans l'appui de Mme Andrea DONNANGELO, chargée du secteur agro-alimentaire à la Mission Economique de l'Ambassade de France à Montevideo pour l'organisation des rendez-vous, et de M. Jean-Marc BECHE pour la traduction des entretiens.

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont reçus en septembre 2003 pour leur disponibilité et leur accueil toujours très sympathique.

Organismes d'Etat :

Dr Recaredo UGARTE, Directeur général des services de l'élevage au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

Dr Hector J.LAZANEO, Directeur de la division Industrie Animale au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

Ambassade de France :

M. Thierry LALOUX, conseiller économique et commercial à Montevideo.

Organismes interprofessionnels :

Mme Silvana BONSIGNORE, Directrice des marchés extérieurs à l'INAC, Institut National des Viandes.

M. Felipe d'ALBORA, Direction des services techniques à l'INAC.

Organismes de recherche :

Dr Fabio MONTOSSI PORCHILE, Chef des programmes bovins et ovins à l'INIA, Institut National de Recherche Agricole.

Elevages :

M. Christian Esteban PITTALUGA SALES, gérant de l'estancia SANTA CLOTILDE (Département de Tacuarembó).

Gérant de l'Estancia SAN PEDRO, Département de Florida.

Fournisseurs et prestataires de services pour l'élevage :

M. Ignacio ARHANCET, Rédacteur en chef de la lettre hebdomadaire d'analyse des marchés internationaux de la viande "MEAT POINT".

M. Vincent LE HENAFF, représentant ALLFLEX (systèmes d'identification) pour l'Uruguay ;

M. Daniel de MATTOS, Gérant de "CARNE HEREFORD DE URUGUAY".

Entreprises d'abattages et de découpes

Mme Marta ISASA AMOZA, Directrice qualité de l'abattoir TACUAREMBO.

M. Daniel MENDINO, Directeur industriel de l'abattoir NIREA-SAN JACINTO.